

# Les demandes d'avortements médicamenteux en hausse

Les médecins de ville et sages-femmes notent un pic d'appels de femmes voulant éviter de se rendre dans les hôpitaux, saturés. Le gouvernement a allongé le délai légal de l'IVG médicamenteuse à domicile.



La décision d'avorter est déjà très difficile, alors prendre le risque d'attraper ce virus en plus...

VANESSA\*, 26 ANS

Herblay-sur-Seine (Val-d'Oise), mardi. Vanessa\* a appelé une dizaine de médecins avant d'obtenir un rendez-vous chez un praticien pour une IVG médicamenteuse dans un cabinet en ville.

## SANTÉ

PAR VICTOR TASSEL

@victor\_tassel

**DANS LA SALLE D'ATTENTE,** Vanessa\* affiche une bonne humeur et un grand sourire de façade. Mardi après-midi, entre soulagement et inquiétude, la jeune femme de 26 ans attend sa consultation avec Nicolas Dubriaux, sage-femme. A cinq semaines de grossesse, elle a décidé d'avorter.

L'étudiante, tout juste installée avec son compagnon à Montigny-lès-Cormeilles (Val-d'Oise), n'est « pas prête ». « Pendant un temps, j'ai cru que je n'allais pas pouvoir faire une IVG, avec cette crise sanitaire du coronavirus. On avait peur d'être obligés de garder l'enfant », confie Vanessa.

### « L'équivalent de six mois de requêtes depuis le confinement »

Après une dizaine d'appels à des gynécologues, médecins et sages-femmes de son département, elle a finalement pu prendre ce rendez-vous. Elle est la troisième patiente, ce jour-là, venue pour une interruption volontaire de grossesse (IVG) médicamenteuse dans ce pavillon d'Herblay-sur-Seine (95), transformé en

cabinet. « Depuis le début de la crise sanitaire, j'en réalise environ quatre ou cinq par jour, autant que sur une semaine en temps normal, explique le praticien indépendant. C'est un pic semblable à celui de septembre, après l'été, ou de janvier après les fêtes. »

Comme Vanessa, nombre de femmes veulent « à tout prix » éviter les hôpitaux, saturés par le Covid-19. « La décision d'avorter est déjà très difficile, alors prendre le risque d'attraper ce virus en plus... », souffle la jeune femme. Elles se dirigent donc chez les praticiens de ville. « J'ai eu l'équivalent de six mois de requêtes depuis le début du confinement », avance une gynécologue du Val-d'Oise. Chaque année, 220 000 avortements sont réalisés, dont un quart en dehors de l'hôpital.

« L'IVG médicamenteuse augmentait déjà par rapport aux interventions chirurgicales. Encore plus en ce moment, sans que l'on soit capable d'établir des chiffres globaux. Nous n'en aurons que dans un an. Les femmes voient la méthode d'aspiration et l'hôpital comme un dernier recours, observe Héliane Missey-Kolb, présidente du collège de gynécologie médicale Paris-Ile-de-France. Avec le risque de ne pas trouver de

praticiens à temps, et que le délai soit outrepassé. »

### Le délai légal allongé de deux semaines

Selon un sondage auprès des 350 gynécologues, médecins et sages-femmes du collège Paris-Ile-de-France, environ 25 % d'entre eux seulement réalisent des IVG.

« Sans compter mes confrères qui ont fermé leur cabinet ou certains hôpitaux saturés qui prennent moins de patientes », alerte Bertrand de Rochambeau, président du syndicat national des gynécologues obstétriciens de France (Syngof). Ce docteur avait suscité la polémique en 2019, assimilant l'IVG à « un homicide ». A contexte exceptionnel, mesures exceptionnelles. Par

décet, publié hier au « Journal officiel », le gouvernement a allongé le délai légal pour une IVG médicamenteuse en ville de sept à neuf semaines, comme à l'hôpital.

Désormais, jusqu'au 31 mai, une seule téléconsultation avec un médecin, gynécologue ou sage-femme peut suffire à obtenir une ordonnance. « Cela va faciliter les démarches et l'accès à l'IVG. A court terme, je pense que la téléconsultation sera pérennisée », estime Nicolas Dubriaux, qui réalise déjà en ligne le premier rendez-vous d'information. Coralie\*, 27 ans, aurait préféré que la vidéo WhatsApp suffise. Cette infirmière à l'hôpital de Pontoise, mère d'une fille de 1 an, évite autant que possible les risques de contamination

au Covid-19, y étant « déjà confrontée au quotidien ».

### Pas d'accompagnement psychologique déploré certains

L'un des dangers de ces mesures concerne la santé des femmes. Après sept semaines de grossesse, l'IVG médicamenteuse peut être très douloureuse. « Elles seront seules, chez elles, sans véritable accompagnement médical », s'inquiète Héliane Missey-Kolb.

« Le risque d'échec, aux alentours de 10 %, est aussi plus élevé, ajoute Bertrand de Rochambeau. Or, il y aura sans doute un défaut d'accompagnement psychologique. D'autant qu'avec la crise sanitaire, elles ne peuvent déjà plus être accompagnées aux consultations. » Juliette\*, 35 ans, a ainsi dû se rendre à son échographie seule. Pour

Damien\*, son compagnon, « c'est très difficile à vivre ». « Je me sens inutile. C'est une décision de couple, que l'on prend à deux. » A sept semaines de grossesse, Juliette a obtenu en extremis un rendez-vous pour l'échographie, la semaine dernière, à l'hôpital d'Argenteuil (95). « Le prochain, c'était fin avril. J'aurais été hors délai », soupire-t-elle.

Nicolas Dubriaux a créé un groupe WhatsApp en ce sens, avec l'ensemble des spécialistes du Val-d'Oise pour mutualiser les forces et trouver des créneaux pour les rendez-vous. L'Assistance publique-Hôpitaux de Paris (AP-HP) a, elle, créé une « cellule d'orientation IVG » pour simplifier le parcours des femmes.

\* Les prénoms ont été changés.

Rens : [ivglesadresses.org](http://ivglesadresses.org) ou au 0800 08 11 11.



Herblay-sur-Seine (Val-d'Oise), mardi. Nicolas Dubriaux, sage-femme indépendant, réalise quatre à cinq IVG médicamenteuses par jour.

### Vers une pénurie de contraceptifs ?

La contraception, préoccupation majeure des spécialistes en temps normal, l'est encore plus pendant ce confinement. Depuis le début de cette période, les pharmacies sont autorisées à délivrer la pilule contraceptive aux femmes dont l'ordonnance est périmée, et ce jusqu'au 31 mai. Mais « nombre de contraceptifs utilisés en France sont fabriqués à l'étranger. Dans quelques semaines, nous pourrions avoir des pénuries en pharmacie, s'alarme Héliane Missey-Kolb, présidente du collège de gynécologie médicale Paris-Ile-de-France. J'ai déjà vu que des préservatifs commençaient à manquer... »